



**MINISTÈRE  
DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

## **RELATIONS FISCALES INTERNATIONALES**

**(Direction générale des impôts, 1877-2005)**

**Répertoire méthodique détaillé**

établi par  
Christophe LOY

1ère édition électronique

Centre des archives économiques et financières  
Savigny-le-Temple

2022

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Relations fiscales avec les pays étrangers.....	<a href="#">7</a>
Relations fiscales avec les organisations internationales.....	<a href="#">10</a>
Affaires militaires.....	<a href="#">18</a>
Relations fiscales avec les banques.....	<a href="#">22</a>
Relations fiscales avec les institutions européennes.....	<a href="#">23</a>

**Référence**

B-0067901/1- B-0067958/2

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Relations fiscales internationales

**Dates extrêmes**

1877-2005

**Noms des principaux producteurs**

Direction générale des impôts, service de la législation fiscale

**Importance matérielle**

58 boîtes, soit 6,96 mètres linéaires.

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versement.

**Historique du producteur**

L'introduction de l'impôt sur le revenu et le passage progressif à un système d'impôts synthétiques et personnalisés imposent une réorganisation des trois régies (les Contributions directes et le cadastre, les Contributions indirectes, l'Enregistrement, les domaines et le timbre). Une première tentative de réunion des Contributions directes et de l'Enregistrement (décret du 17 septembre 1926) échoue. Après guerre, les trois directions générales sont supprimées et fusionnées dans la direction générale des impôts (DGI) (décret du 16 avril 1948), à laquelle est rattaché le service des domaines au 31 décembre 1952. En fait, pendant plusieurs années, la DGI n'est que la superposition des trois administrations anciennes, la législation fiscale étant réservée à un service de coordination. La fusion des directions centrales est progressive jusqu'en 1960 avec la mise en place d'une organisation fonctionnelle comprenant huit services. Leur nombre est réduit à cinq entre 1960 et 1969, puis à quatre en 1996 (Personnel et Budget, Organisation et informatique, Opérations fiscales et foncières, 4/15 Service des archives économiques et financières Contentieux), enfin à trois en 1998

(Ressources, Application, Juridique). De 1977 à 1998, le service de la législation fiscale (SLF), rattaché directement au ministre du budget, recouvre son autonomie (décret du 28 juin 1977). Intégré à la DGI (décret du 2 novembre 1998), il en devient une direction (arrêté du 2 novembre 1998) pour laquelle est créé un poste de directeur général adjoint (décret du 15 juin 2000). Le décret n° 2007-1003 du 31 mai 2007 place la DGI sous l'autorité du ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique ; le décret n° 2007-996 du 31 mai 2007 place la DLF sous celle du ministre de l'économie, des finances et de l'emploi et la met disposition du ministre du budget pour la préparation des lois de finances. Quant aux services déconcentrés, ils fusionnent de 1967 à 1970 dans une structure commune, le centre des impôts (décret du 30 décembre 1968). La réforme aboutit également à la mise en place de directions départementales des services fiscaux, ainsi qu'à la fusion des services comptables des contributions indirectes et de l'enregistrement. Les directions à compétence régionale, mises en place à partir de 1960, concourent à une mission générale d'harmonisation et de coordination, avec les directions spécialisées, notamment en matière de contrôle fiscal (décret du 1er août 2000). Les directions des services fiscaux forment une autre catégorie de services déconcentrés de la DGI : elles se composent des centres des recettes des impôts (assiette et contrôle de tous les impôts), des brigades de contrôle et de recherche (depuis 1972), des centres des impôts fonciers (depuis 1977), des conservations des hypothèques. Les objectifs des directeurs des services fiscaux sont déclinés localement et contractualisés avec le directeur général dans le cadre d'un contrat de performance. Enfin, la DGI adopte le statut juridique des services à compétence nationale défini par un décret du 9 mai 1997 pour un grand nombre de ses services territoriaux (arrêtés du 24 juillet 2000) qui s'occupent de la formation des agents (Ecole nationale des impôts, Ecole nationale du cadastre), d'activités à caractère économique (direction nationale d'interventions domaniales - DNID) ou de contrôle fiscal dans des secteurs spécifiques (direction des vérifications nationales et internationales, direction nationale des vérifications de situations fiscales, direction nationale d'enquêtes fiscales). Un arrêté du 13 décembre 2000 crée à compter du 1er janvier 2002 la direction des grandes entreprises, service à compétence nationale, qui est l'interlocuteur fiscal unique des grands groupes (plus de 35 000 entreprises) pour l'assiette et le recouvrement des impôts, les dossiers étant traités par télé-procédures. En 2004, le réseau DGI récupère le recouvrement de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur les salaires, qui dépendait de la direction générale de la comptabilité, et rapproche les recettes (réseau DGCP) et les centres des impôts (réseau DGI). Parallèlement, le programme COPERNIC (arrêté du 12 novembre 2001), piloté conjointement avec la DGCP, est créé pour mettre en place le compte fiscal simplifié et plus largement l'administration fiscale électronique. En 2008, la DGI et la DGCP fusionnent en une direction générale des finances publiques (décret n° 2008-310 du 3 avril 2008)

### **Évaluation, tris et éliminations**

Les doublons ont été éliminés.

### **Mode de classement**

Ces archives ont été classées de manière thématique.

### **Présentation du contenu**

Ce fonds comporte des archives relatives aux relations internationales sur le plan fiscal. On y trouve principalement des accords fiscaux bilatéraux ou multilatéraux découlant de négociations, des demandes d'exonérations fiscales, des documents d'élaboration de la législation fiscale.

Ces dossiers concernent les négociations et l'application de conventions fiscales entre la France et des pays étrangers, domaine dans lequel le service de la législation fiscale représente les ministères économiques et financiers et en assure l'interprétation ; les relations

avec des organisations internationales telles que l'ONU ou l'OTAN, certaines banques internationales ou les institutions européennes (et en particulier le régime fiscal de leurs personnels) ; les accords et conventions concernant des forces armées étrangères et les sépultures militaires étrangères en France.

**Indexation**

Relations internationales

Exonération fiscale

Organisation internationale

Relations européennes

**B-0067901/1 – B-0067913/1, B-0067913/3**

Relations fiscales avec les pays étrangers.

1957-1988

**B-0067903/1, B-0067909/1 – B-0067903/2, B-0067910/1 – B-0067912/2, B-0067940/3**

Allemagne.

1957-1988

**B-0067903/1**

Projet de construction d'une centrale nucléaire franco-allemande, problèmes fiscaux et douaniers.

1963-1965

**B-0067909/2**

Institut franco-allemand de recherches de Saint-Louis (ISL), convention du 31 mars 1958 entre la France et la République fédérale d'Allemagne, décret n° 59-1594 du 22 décembre 1959 portant publication de la convention, protocole additionnel à la convention du 28 avril 1979 relatif au régime de TVA de l' ISL., décret n° 79-1091 du 13 décembre 1979 portant publication du protocole additionnel. Négociations (1957-1979) ; régime fiscal des rémunérations versées au personnel (1959-1979) ; situation au regard de la TVA et de la taxe sur le chiffre d'affaire (TCA) sur des matériels et matériaux en provenance d'Allemagne (1960-1964) ; restitution à l'Allemagne de la TVA acquittée par l'ISL lors de ses opérations d'achat (1973-1988) ; situation au regard de la taxe professionnelle : demande d'exonération (1977-1981).

1957-1988

**B-0067909/3**

Acquisition d'une propriété à Saint-Cloud destinée à l'installation de l'école allemande à Paris (Institut Goethe) – Application du protocole franco-allemand relatif à la mise en œuvre dans le domaine fiscal et douanier de l'accord culturel du 23/10/1964.

1959-1977

**B-0067910/1 – B-0067911/1**

Institut scientifique franco-allemand de Grenoble (Institut Max Von Laue - Paul Langevin de Grenoble "ILL").

1966-1980

**B-0067910/1**

Convention du 19 janvier 1967 entre la France et la République fédérale d'Allemagne sur la construction et l'exploitation d'un réacteur à très haut flux (1966-1967) ; projet de convention d'adhésion de la Grande-Bretagne à la convention franco-allemande (1973-1974) ; financement des taxes perçues par le Trésor français (1973-1980) ; assujettissement à la TVA et à la taxe sur les salaires (1973-1981) ; régime fiscal applicable au Laboratoire européen de biologie moléculaire (LEBM) et au projet de construction d'un bâtiment en commun ILL/LEBM à Grenoble (1979-1980).

1966-1980

**B-0067911/1**

Institut scientifique franco-allemand de Grenoble, détermination de la contribution financière des états, constitution d'un comité d'experts : travaux préparatoires au rapport.

1967-1980

**B-0067912/1**

Navigation sur le Rhin, convention franco-allemande relative à la police de la navigation : avant projet.

1969

**B-0067912/2**

Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), création de l'office : textes et textes modificatifs (1963-1984) ; situation de l'office au regard de la TVA, de la TCA et du versement forfaitaire de 5% : demande d'exonération (1964-1967) ; régime d'imposition applicable aux Français employés en Allemagne : demande d'exonération (1964-1967) ; acquisition d'un immeuble et de locaux occupés : demande d'exonération des droits de mutation, de la contribution foncière et de la contribution mobilière (1964-1965).

1963-1984

**B-0067940/3**

Travaux frontaliers de construction et d'entretien concernant le déplacement du chenal de l'Ems et l'extension du port d'Emden (accord germano-hollandais), demande de dérogation à l'art. 27-1 à 4 de la 6<sup>ème</sup> directive, présentée par la République fédérale allemande et la Hollande.

1984

**B-0067912/4**

Angleterre. - Tunnel ferroviaire sous la Manche, construction et exploitation, régime d'imposition à la TVA des opérations ; création de l'établissement public national du tunnel, traité et convention franco-britannique du 17 novembre 1973 et loi n°74-1104 du 26 décembre 1974 : négociations et travaux préparatoires.

1971-1974

**B-0067909/1**

Belgique. - Harmonisation du développement économique du nord de la Lorraine et du sud du Luxembourg belge, projet de convention franco-belge : négociations.

1963-1964

**B-0067903/2**

Chypre. - Convention fiscale entre la France et Chypre, en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signé le 28/06/1979 : négociations.

1974-1979

**B-0067913/1, B-0067913/3**

Égypte, accords avec les États sahariens.

1957-1981

**B-0067913/1**

Organisation commune des régions sahariennes (OCRS), régime fiscal, projet de décret concernant l'organisation administrative et financière de l'OCRS (1957-1963) ; séquestre des biens en Égypte, taxation des prélèvements effectués par les séquestres des biens français en Égypte (1957-1960) ; organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien (puis organisme de coopération industrielle à compter du 30/12/65), situation fiscale en France, accords franco-algériens du 29/07/1965 (1963-1966) ; Fonds monétaire arabe, demande de reconnaissance de statut d'organisation internationale (1977-1981) : dossiers de travail.

1957-1981

**B-0067913/3**

Séquestre des biens en Égypte. - Successions : correspondance, notes, texte.

1957-1968

**B-0067903/3**

États-Unis d'Amérique. - Convention fiscale entre la France et les États-Unis en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 28



juillet 1967, modifiée par les avenants du 12 octobre 1970, 24 novembre 1978, 17 janvier 1984 et 16 juin 1988 : négociations.

1988-1991

**B-0067903/4**

Grèce. - Convention fiscale du 21 août 1963 entre la France et la Grèce, en vue d'éviter la double imposition et d'établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu, et avenant concernant l'extension de l'avoir fiscal aux résidents de Grèce : négociations, projet.

1961-1981

**B-0067904/1**

Hongrie. - Convention fiscale entre la France et la Hongrie, en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 28 avril 1980, projet de loi autorisant l'approbation de la convention, 25 mars 1981, décret n° 81-1229 du 31 décembre 1981 portant publication de la convention : négociations et entrée en vigueur de la convention.

1973-1984

**B-0067912/3**

Italie. - Sommets bilatéraux entre la France et l'Italie, exemption de la TVA pour les dépenses des délégations participantes.

1987

**B-0067905/1**

Malte. - Convention fiscale entre la France et Malte, en vue d'éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu du 25 juillet 1977 et projet de loi autorisant l'approbation de la convention des 26 janvier 1979 et 9 mai 1979 : négociations.

1973-1980

**B-0067906/1 – B-0067907/1**

Pays-Bas. - Convention fiscale entre la France et les Pays-Bas, en vue d'éviter la double imposition et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 16 mars 1973 ; révision de la convention fiscale du 30/12/1949, extension de l'avoir fiscal aux résidents néerlandais.

1963-1974

**B-0067906/1**

Négociations.

1963-1970

**B-0067907/1**

Mise au point d'une nouvelle convention, projet de loi autorisant l'approbation de la convention 21 novembre 1973 et 18 décembre 1973 : négociations.

1970-1974

**B-0067901/1 – B-0067902/1**

Suisse, aéroport de Bâle-Mulhouse.

1950-1984

**B-0067901/1**

Construction et exploitation de l'aéroport (convention franco-suisse du 4 juillet 1949), régime fiscal de navigation aérienne et des commerces annexes : négociations en vue de régler différents problèmes intéressant l'aéroport.

1950-1970

**B-0067902/1**

Application de la convention franco-suisse du 4 juillet 1949, vérification de la comptabilité de l'aéroport (1972-1973) ; régime fiscal en matière d'impôts sur les sociétés (1971-1984) ; régime fiscal des contrats d'assurance souscrits par l'aéroport

(1972-1973) ; extension du terrain, de ses ouvrages et installations : échange de lettre du 25 février 1971 entre la France et la Suisse (1971) ; projet d'implantation d'un centre commercial et de loisirs dans l'enceinte de l'aéroport (1970-1971) ; TVA, taxes sur le chiffre d'affaire, régime des taxes applicables aux opérations de construction et d'installation de l'aéroport (1958-1983).

1958-1984

**B-0067908/1**

Tchécoslovaquie. - Convention fiscale entre la France et la Tchécoslovaquie, en vue d'éviter la double imposition et d'établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale du 1<sup>er</sup> juin 1973, projet de loi du 22 novembre 1974 autorisant l'approbation de la convention : négociations.

1969-1976

**B-0067908/2**

Turquie. - Convention fiscale entre la France et la Turquie, en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune du 3 novembre 1970 : négociations.

1968-1978

**B-0067913/2 – B-0067914/3, B-0067918/2 – B-0067920/5, B-0067923/1 – B-0067925/3, B-0067925/5 – B-00767936/1, B-0067938-2 – B-0067939/1, B-0067940/3 - B-0067940/6**

Relations fiscales avec les organisations internationales.

1877-1991

**B-0067913/2 - B0069714/1**

Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT) des pays francophones.

1970-1984

**B-0067913/2**

Siège du bureau, privilèges et immunités sur le territoire français, accord du 30 août 1972 entre la France et l'ACCT, loi n° 73-1143 du 24 décembre 1973, décret n° 75-83 du 6 février 1975 portant approbation et publication de l'accord : négociations (1970-1975) ; projet de convention multilatérale sur les privilèges et immunités de l'ACCT, modification de l'accord de siège de 1972 : travaux préparatoires (1981-1984) ; régime fiscal applicable au personnel, mise en place de l'impôt interne (1971-1978) ; difficultés d'application de l'accord de siège, concernant les privilèges fiscaux et douaniers (1977) ; demande de remboursement de la TVA (1971-1978).

1970-1984

**B-0067914/1**

École internationale de Bordeaux, statut, accord du 10 juin 1980 complétant l'accord de siège du 30 août 1972, loi n° 81-943 du 17 octobre 1981, décret n° 82-395 du 7 mai 1982 autorisant l'approbation et la publication de l'accord : négociations (1976-1982) ; situation fiscale de l'École (1975-1983).

1975-1983

**B-0067914/2**

Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et Madagascar (ASECNA), projet d'accord de siège entre la France et l'ASECNA : négociations.

1959-1980

**B-0067914/3**

Amnesty international (section française), régime fiscal des dépenses engagées par Amnesty pour l'organisation de son congrès en France (29 août-4 septembre 1983), remboursement de la TVA.

1983

**B-0067918/2**

Bureau central d'études pour les équipements d'outre-mer (BCEOM), imposition des financements de la Banque mondiale et du fonds européen de développement, demandes d'exonérations fiscales.

1976

**B-0067918/3**

Bureau interafricain des sols (BIS), demande d'exemption d'impôts, projet d'accord de siège, transfert du siège de Paris à Bangui (1960-1967) ; fiscalité, taxe sur le chiffre d'affaires : facilités consenties aux Unions internationales (1966).

1960-1967

**B-0067918/4**

Bureau international des expositions (BIE), siège du bureau et privilèges et immunités sur le territoire français, accord du 11 janvier 1965, approbation de l'accord de siège, loi n° 66-294 du 12 mai 1966 , décret n° 66-681 du 15 septembre 1966 , décret n° 76-459 du 25 mai 1976 portant publication de l'échange de lettres des 5 mars et 19 mai 1975 entre la France et le BIE : négociations (1963-1976) ; situation fiscale du bureau à l'égard du régime fiscal français (1877-1933) ; situation fiscale du personnel au regard des impôts directs : affaire particulière (1953-1964) ; champ d'application des facilités consenties sur les taxes sur le chiffre d'affaires et sur la valeur ajoutée : remboursement (1960-1971).

1877-1976

**B-0067918/5**

Bureau international des poids et mesures (BIPM), accord de siège du 25 avril 1969 et privilèges et immunités sur le territoire français : négociations (1961-1970) ; impôts directs, situation au regard de l'impôt sur le revenu des fonctionnaires du BIPM : affaires particulières (1919-1967) ; taxe sur le chiffre d'affaires, facilités consenties : demande de remboursement (1937-1967).

1919-1970

**B-0067919/1**

Bureau international du travail (BIT), privilèges et immunités des institutions spécialisées de l'organisation des Nations Unies, bureau de correspondance à Paris : régime fiscal des fonctionnaires de ce bureau ; fonctionnaires du bureau international de nationalité française résidant en France : situation fiscale ; fonctionnaires internationaux en fonction à Genève et résidant en France : situation au regard de la contribution mobilière ; personnels du BIT partant en retraite : imposition des revenus.

1926-1987

**B-0067919/2**

Bureau des temps élémentaires, situation fiscale, imposition des transferts de fonds d'Argentine en France.

1965-1966

**B-0067919/3**

Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), privilèges et immunités, création du centre, accord et deux protocoles du 21 mai 1962 : travaux préparatoires (1961-1964) ; projet d'échange de lettres avec le gouvernement français : négociations (1969-1974) ; application de l'accord du 21 mai 1962 et du protocole additionnel n° 2 : demande d'exonération de la taxe différentielle (vignette), prélèvement obligatoire de 25 %, droit d'enregistrement et taxe de publicité foncière, T.V.A. (1967-1976) ; situation fiscale du personnel de l'Institut de Montpellier : exonération fiscale (1966-1980).

1961-1980

**B-0067920/1**

Comité de coordination des échanges Est Ouest (COCOM), situation des agents.  
1978-1982

**B-0067920/2**

Comités olympiques nationaux, projet de transfert à Paris du siège de l'Assemblée générale, régime fiscal.  
1979

**B-0067920/3**

Commission internationale de l'État civil, régime des fonds.  
1982-1983

**B-0067920/4**

Commission internationale pour la protection du Rhin contre la pollution, exécution d'un tériel expérimental : demande d'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée.  
1966-1967

**B-0067920/5**

Cour internationale de justice de la Haye, privilèges et immunités diplomatiques des membres de la cour résidant en France : situation fiscale, généralités et affaires particulières (1931-1956) ; conférence de la Haye de droit international privé, statut et convention du 5 octobre 1961.  
1931-1961

**B-0067923/1**

Fonctionnaires internationaux, privilèges et immunités des institutions spécialisées, statut fiscal des fonctionnaires et agents des organismes internationales dans les pays membres des Communautés européennes, application de l'art. 99 de la loi de finances pour 1960 n° 59-1454 du 26 décembre 1959 : imposition des revenus des capitaux mobiliers, imposition des pensions, impôt sur le revenu, immunité fiscale ; réunion du 3 juin 1982 sur les problèmes rencontrés par les fonctionnaires internationaux résidant en France, mais exerçant leurs fonctions en suisse : compte rendu, textes et documentation (1949-1982).  
1949-1982

**B-0067924/1**

Fonds international de développement agricole, application en France de l'accord portant création du Fonds international de développement agricole signé le 20 décembre 1976, loi n° 77-1355 du 10 décembre 1977 autorisant l'approbation de l'accord, décret n° 78-162 du 6 février 1978 portant publication de l'accord portant création.  
1976-1983

**B-0067924/2**

Fonds monétaire international (FMI), privilèges fiscaux, régime fiscal du personnel français, exonération (1946-1980) ; champ d'application du remboursement de la TVA : exonération fiscale (1967-1979) ; fonds de pension des agents, régime fiscal des placements effectués en France, exonération (1982-1985).  
1946-1985

**B-0067924/3**

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), régime fiscal : généralités (1947-1977) ; taxe sur le chiffre d'affaires : demandes de remboursement (1949-1979) ; régime fiscal du Comité français pour le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE/UNICEF) : demande d'exonération de l'impôt sur les sociétés (1967-1975).  
1947-1979

**B-0067925/1**

Institut d'analyse appliquée des systèmes (IASA), projet d'implantation en France : travaux préparatoires.

1971-1972

**B-0067925/2**

Institut de physique nucléaire de Lyon, importation et installation d'un dispositif d'extraction du faisceau du synchrocyotron, exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

1955-1963

**B-0067925/3**

International Air Transport Association (IATA), projet de transfert éventuel du siège de Montréal (Canada) à Paris : négociations.

1951

**B-0067925/5**

Office international des épizooties (OIE), généralités, privilèges et immunités, accord de siège du 21 février 1977 : négociations (1971-1977) ; fiscalité, situation au regard des impôts directs, demande d'exonération de la contribution foncière et de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (1940-1971) ; régime fiscal des taxes sur le chiffre d'affaires applicable en l'absence d'accord : demande d'exonération (1961-1971) ; régime fiscal des taxes sur la valeur ajoutée, demande de remboursement (1971-1981) ; régime fiscal des bons du Trésor détenu par l'OIE, demande d'exonération (1979-1983).

1940-1983

**B-0067926/1 - B-0067926/3**

Office international de la vigne et du vin.

1927-1983

**B-0067926/1**

Privilèges et immunités, entrée en vigueur de l'accord de siège du 20 janvier 1965 : textes (1964-1966) ; fiscalité, situation de l'office international et de son personnel au regard des impôts directs, exonérations fiscales : affaire particulière (1927-1983) ; taxes sur le chiffre d'affaires, demande de remboursement (1957-1974).

1927-1983

**B-0067926/3**

Situation fiscale de M. Samarakis : correspondance, note, rapport (1937-1968).

1937-1968

**B-0067926/2, B-0067927/1 – B-0067927/2, B-0067937/1 - B-0067938/1**

OTAN.

1921-1987

**B-0067926/2, B-0067927/1 – B-0067927/2**

Oléoducs de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN).

1957-1991

**B-0067926/2**

Exploitation du réseau d'infrastructure pétrolière en France, régime fiscal, impôt sur les sociétés, réexamen des bases de calcul de l'impôt : mesures d'application (1963-1991) ; taxe sur la valeur ajoutée et taxe sur le chiffre d'affaires, mise au point d'une procédure de remboursement (1957-1978).

1957-1991

**B-0067927/1**

Utilisation civile du réseau de pipe-lines de l'OTAN, gestion du réseau des oléoducs interalliés, problèmes financiers liés à l'utilisation civile : négociations de 1977, restauration du réseau (1976-1980) ; négociations d'un statut et d'une charte de l'utilisation : travaux (1962-1965) ; autorisations d'utilisation intermédiaire : conséquences fiscales (1958-1965).

1958-1980

**B-0067927/2**

Contrats entre le Service national des oléoducs interalliés (SNOI) et les compagnies pétrolières, taxation forfaitaire à l'impôt sur les sociétés des produits tirés de l'utilisation civile des pipelines de l'OTAN : lettre du ministère de l'Industrie, contrats de transport, avenants au contrats.

1965-1982

**B-0067937/1**

Convention de Londres du 15 juin 1951 (statut des forces des États partis au Traité OTAN, convention d'Ottawa du 20 septembre 1951 (OTAN civil) (1951-1955) ; fiscalité de l'organisation, impôts directs : situation au regard du versement forfaitaire de 5 %, de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (1952-1960) ; droit d'enregistrement : acquisitions, construction du siège (1952-1962) ; TVA : demande d'exonération (1957-1961) ; taxe spéciale sur les conventions d'assurances, fonds de garanties automobile, contrats d'assurance complémentaire souscrits par l'OTAN et le SHAPE : demande d'exonération (1952-1966) ; fonds de prévoyance de l'OTAN, régime fiscal des revenus de placements EDF et SNCF : demande de remboursement de la retenue à la source (1973-1974) ; statut fiscal de la Conférence des Parlementaires de l'OTAN : demande d'exonération de la TVA afférente aux dépenses qu'entraînent l'organisation et le déroulement de la session plénière de l'Assemblée (1960-1977) ; infrastructure, taxes sur le chiffre d'affaires: exonération fiscale au titre des travaux immobiliers réalisés en France (1969-1973) ; taxe sur la valeur ajoutée : remboursement des taxes dont sont forfaitairement réduites les contributions alliées aux travaux faits en France (1953-1976) ; régime fiscal applicable en matière de TVA, travaux réalisés par les autorités militaires françaises pour le compte du SHAPE (OTAN) : application de la décision n° 33/AM du 30 octobre 1952 (1986).

1951-1986

**B-0067937/2**

Régime fiscal des personnels de l'OTAN, situation au regard de l'indemnité de fonctions de la taxe d'imposition des impôts locaux, de la contribution mobilière, des impôts sur le revenu.

1952-1992

**B-0067938/1**

Agences de l'OTAN : statut commun, chartes d'organismes subsidiaires (1960-1965) ; agences de l'OTAN et personnels, impôts directs et enregistrement, situation fiscale, demande d'exonération de la contribution mobilière, des impôts sur le revenu, taxe d'habitation, des droits et taxes d'enregistrement (1958-1982) ; taxes sur la valeur ajoutée et taxes sur le chiffre d'affaires, facilités consenties à certains organismes internationaux, agences subsidiaires de l'OTAN : demande de remboursement (1961-1985).

1958-1985

**B-0067928/1**

Ordre souverain de Malte, statut fiscal, statut juridique de l'association roumaine des membres de l'Ordre souverain de Malte en France.

1967-1982

**B-0067928/2 – B-0067928/3**

Organisation de l'aviation civile internationale (OACI).

**B-0067928/2**

Accord provisoire en 1947, installation du bureau régional de l'OACI à Paris, convention du 8 mai 1963 pour le transfert à Neuilly-sur-Seine du bureau régional

Europe - Afrique, accord de siège du bureau, entre le gouvernement de la République française et l'OACI (3 juin 1983) : travaux et négociations.

1947-1984

**B-0067928/3**

Développement du transport aérien international, déduction ou suppression des taxes douanières et fiscales discriminatoires ou excessives : projets de décisions (1950) ; taxes sur le chiffre d'affaires, demande d'exonération concernant la construction des nouveaux bureaux de l'OACI à Neuilly-sur-Seine (1968-1969) ; taxe foncière, exonération des droits afférents à la possession et l'occupation des locaux de Neuilly-sur-Seine (1963-1979) ; régime fiscal des navires météorologiques stationnaires, demande d'exonération de TVA (1970-1976).

1950-1979

**B-0067929/1**

Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), privilèges et immunités fiscales, situation fiscale des agents, demande d'exonération d'impôts directs, taxe exceptionnelle, contribution mobilière, droit de timbre (1948-1987) ; situation fiscale du personnel des délégations permanentes étrangères, demande d'exonération d'impôts directs, droit de douane, des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière (1953-1978) ; droit d'enregistrement, demande d'exonération des droits d'enregistrement, des taxes locales additionnelles et de la taxe de publicité foncière, en cas d'acquisition d'immeuble ou d'appartement (1948-1980) ; régime fiscal des contrats d'assurance souscrit au profit de son personnel, exonération (1949-1971) ; exonération de l'impôt sur les opérations de bourses de valeurs, transactions boursières réalisées par l'OCDE (1961-1962).

1948-1987

**B-0067930/1**

Organisation des États américains (OEA), représentation en Europe, projet d'accord de siège avec la France : travaux préparatoires (1963-1965) ; fiscalités, taxes sur le chiffre d'affaires, demande d'exonération (1963-1965).

1963-1965

**B-0067930/2**

Organisation hydrographique internationale (anciennement Bureau hydrographique international), accord de siège du 31 mai 1976 entre la France et la Principauté de Monaco, décret n° 77-417 du 8 avril 1977 portant publication de l'échange de lettres, en vue de définir les conditions de cette installation et de déterminer les privilèges et immunités de l'organisation à Monaco : travaux préparatoires (1963-1977) ; problèmes de privilèges en matière fiscale (1949-1976) ; taxe à la production : demande d'exonération (1954).

1949-1977

**B-0067930/3**

Organisation interafricaine du café (OIC), siège de l'organisation, privilèges et immunités sur le territoire français, accord du 19 avril 1966, loi n° 66-1014 du 28 décembre 1966 autorisant l'approbation de l'accord de siège, décret n° 67-215 du 10 mars 1967 portant publication de l'accord (1961-1967) ; transfert de Paris à Abidjan du siège de l'organisation au 1<sup>er</sup> avril 1977 (1977) ; fiscalité, taxe sur la valeur ajoutée, demande de remboursement (1969-1970) ; remboursement du droit de bail et exonération de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et de la contribution mobilière (1971).

1961-1977

**B-0067931/1 – B-0067932/1**

Organisations internationales, privilèges et immunités.

**B-0067931/1**

Dispositions concernant les personnels des organisations : textes, notes, documentation, rapports du groupe de travail du comité d'experts.

1950-1977

**B-0067932/1**

Principes communs, champ d'application des facilités en matière de TVA et harmonisation des législations des États membres (1970-1982) ; principes d'exonération, impôts directs, enregistrement, TCA , demande de remboursement (1960-1975) ; régime fiscal des fonctionnaires, situation au regard de l'impôt sur le revenu (1951-1983) ; régime fiscal applicable en France aux pensions de retraite ou d'invalidité versées par des organisations internationales à leur anciens fonctionnaires (1978) ; régime fiscal des fonctionnaires internationaux de nationalité française travaillant au Pays-Bas (1984).

1951-1984

**B-0067932/2**

Organisation internationale de la métrologie légale, convention instituant l'organisation du 12 octobre 1955, accord de siège du 1<sup>er</sup> septembre 1964 : travaux préparatoires et textes (1953-1973) ; fiscalité, impôts directs, situation du personnel au regard de l'impôt sur le revenu (1966-1969) ; taxe sur la valeur ajoutée, demande d'exonération (1956-1967) ; enregistrement, demande d'exonération (1958-1965).

1953-1973

**B-0067933/1 – B-0067934/1 ; B-0067936/1**

Organisation des Nations Unies (ONU).

**B-0067933/1**

Institutions spécialisées - Haut-Commissariat pour les réfugiés, ventes au profit des réfugiés : demande d'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (1952-1977) ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, situation fiscale des experts français de l'assistance technique (1953-1969) ; Centre européen d'information, régime fiscal des dons et subventions (1954) ; Office européen des Nations Unies, taxe sur le chiffre d'affaires : demande d'exonération (1954-1960), implantation d'une cité satellite de fonctionnaires internationaux dans le pays de Gex : statut douanier et fiscal (1965) ; Caisse commune des pensions des Nations Unies, régime fiscal des valeurs mobilières françaises détenues par la Caisse (1965-1966) ; Centre d'information des Nations Unies, taxes sur la valeur ajoutée et le chiffre d'affaires : demande de remboursement (1968-1971) ; Agences spécialisées des Nations Unies, régime fiscal des traitements des agents en poste en France (1970-1971) ; Bureau international du Travail, régime fiscal des fonds déposés en France : demande d'exonération (1981) ; Organisation maritime internationale (OMI), régime fiscal applicable aux dons consentis à l'Université maritime mondiale, créée par l'OMI, institution spécialisée de l'ONU (1985-1986) ; Union internationale des Télécommunications (UIT), imposition des experts d'assistance technique français temporairement au service d'organisations internationales (1952-1968), taxes sur le chiffre d'affaires : demande d'exonération (1971), accord du 4 avril 1989 entre la France et l'UIT concernant la tenue, l'organisation et le financement de la conférence de plénipotentiaires (du 23 mai au 29 juin 1989), décret n° 89-450 du 30 juin 1989 : travaux préparatoires (1989).

1952-1989



**B-0067933/2**

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), ouverture d'un bureau à Paris, convention entre la France et l'ONUDI signée le 28 juin 1980 et décret n° 83-673 du 18 juillet 1983, pour le renforcement de la coopération industrielle entre la France et les pays en développement signé le 31 janvier 1983.

1980-1983

**B-0067933/3 – B-0067934/1**

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

1947-1987

**B-0067933/3**

Privilèges et immunités de l'organisation : textes de base (1947-1952) ; négociations avec l'UNESCO en vue de la révision de l'accord de siège du 2 juillet 1954 (1964-1986) ; fiscalité, impôts directs et droits d'enregistrement : exonération de la contribution foncière des propriétés bâties, des droits d'enregistrement et d'hypothèque, droit de bail (1952-1979) ; régime fiscal du service d'épargne et de prêt (1967-1971).

1947-1986

**B-0067934/1**

Fiscalité, champ d'application des privilèges en matière de TVA, demande de remboursement (1968-1987) ; taxes sur le chiffre d'affaires, demande de remboursement (1947-1971) ; Institut international de planification de l'éducation (IIPÉ), exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (1969-1975).

1947-1987

**B-00767936/1**

Privilèges et immunités textes de base et documentation (1947-1982) ; programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), application des privilèges et immunités, situation fiscale (1975-1976) ; installation du bureau du PNUE à Monaco, accord de siège entre l'ONU et Monaco pour l'environnement (1976-1977) ; réunion interministérielle, projet de convention sur les missions spéciales dans le cadre de l'ONU : travaux préparatoires.

1947-1982

**B-0067935/1**

Organisation internationale de police criminelle (OIPC - INTERPOL), accord du 12 mai 1972 entre la France et l'organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) relatif au siège du bureau et à ses privilèges et ses immunités sur le territoire français, loi n° 72-1165 du 23 décembre 1972 autorisant l'approbation de l'accord de siège, décret n° 74-992 du 22 novembre 1974 portant publication de l'échange de lettres constituant accord : travaux préparatoires (1966-1974) ; fiscalité, acquisition de terrain ou de propriété : demande d'exonération des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière ou droit de mutation (1962-1974) ; contribution mobilière des fonctionnaires, taxes sur les salaires : demande d'exonération (1966-1973) ; régime des brochures éditées par INTERPOL : demande d'exonération des taxes sur le chiffre d'affaires (1966-1975) ; régime fiscal des locaux et terrains : demande d'exonération d'impôts locaux (1963-1975) ; construction du nouveau siège de l'organisation à Lyon : demande d'exonération de la TVA (1980-1985).

1962-1985

**B-0067935/2**

Organisation mondiale de la santé (OMS) en Haute-Volta, régime fiscal, demande d'exonération de l'impôt sur le revenu.

1964-1984

**B-0067938/2**

Convention de Vienne sur la représentation des États dans leurs relations avec les organisations internationales de caractère universel (14 mars 1975) : travaux préparatoires, observations de la part de la France après signature de la convention.

1968-1975

**B-0067939/1**

Représentation française à l'étranger, situation fiscale des agents diplomatiques ou consulaires français en fonctions à l'étranger (1921-1967) ; négociations franco-japonaise au sujet de la situation du Centre français d'exposition à Tokyo et du bureau de la Japan external Trade organisation.

1921-1980

**B-0067940/4**

Union astronomique internationale (UAI), demande d'exonération de l'impôt sur le revenu pour les salaires versés à son personnel.

1964

**B-0067940/5**

Union internationale contre la tuberculose, situation fiscale : demande d'exonération d'impôt sur les sociétés ; versement forfaitaire sur les salaires et imposition sur les salaires à l'impôt sur le revenu : demande d'exonération.

1933-1964

**B-0067940/6**

Unions intergouvernementales, élaboration du statut et du régime juridique des unions internationales ayant leur siège en France.

1954-1961

**B-0067915/1 – B-0067915/11, B-0067920/6 – B-0067922/1, B-0067925/4, B-0067939/2 – B-0067940/2, B-0067958/1 - B-0067958/2**

Affaires militaires.

**B-0067915/1 – B-0067915/11**

Armées alliées.

1952-1986

**B-0067915/1**

Allemagne, approvisionnement en produits contingentés du magasin de la Bundeswehr à Avon : instruction commune n° 6 du 2 février 1968 (1968-1974) ; accord portuaire franco-allemand, le 1er décembre 1962, avant-projet technique relatif à l'utilisation pour les besoins de la République fédérale d'Allemagne de moyens et services portuaires en France : travaux (1961-1963) ; accord franco-allemand relatif aux facilités destinées aux forces de la République fédérale d'Allemagne : travaux (1959-1964) ; mouvements en France ou à travers la France de matériels appartenant à la Bundeswehr : taxe sur la valeur ajoutée (1964-1978) ; accords techniques relatifs à l'instruction du personnel de la Bundeswehr à l'établissement technique de Bourges (1978-1986) ; accords techniques relatifs à l'utilisation, au profit de la Bundeswehr (Marine) des installations du Centre d'essais des Landes pour des tirs de missiles MM 38 (EXOCET) (1979-1982).

1959-1986

**B-0067915/2**

Forces américaines, demande d'exonération du droit de timbres des cartes grises (1953) ; statut des forces alliées, application de l'art. 7 et 5 b de la convention de Londres du 19 juin 1951 (1957-1958) ; taxes spéciales sur les conventions d'assurances et taxe sur les prestations de services, contrats d'assurances automobiles souscrits par les membres des forces américaines stationnées en France (1965) ; bail

de chasse consenti au Club de chasse de la base aérienne américaine de Chaumont - Semonties : demande en remise de pénalités (1965).

1953-1965

**B-0067915/3**

Belgique, exercices de parachutages de l'armée belge en France en 1973, reconduction de l'accord technique (1973) ; entraînement en France de pilotes belges d'hélicoptères en 1973, reconduction de l'accord technique (1973) ; expérimentation par l'armée belge au Centre d'essai des Landes de la roquette anti-hangare FZ - 58, texte de l'arrangement technique (1974) ; concours apportés par certains organismes du ministère de la Défense pour les essais des frégates de la Force navale belge de 1979 à 1982 : texte de la convention signée le 2 janvier 1980 (1980) ; taxe d'habitation, conditions d'exonération des membres de nationalité belge, d'une délégation militaire ayant stationné en France (1983-1984).

1973-1984

**B-0067915/4**

Stationnement des forces britanniques en France, situation fiscale de l'hôpital militaire britannique de Levallois-Perret (1954-1967) ; accord du 4 novembre 1971 fixant le régime douanier privilégié des personnels militaires britanniques en mission de longue durée en France (1971) ; arrangement relatif à l'utilisation des installations de l'Esalat de Saillagouse par les forces armées britanniques pour l'entraînement de pilotes d'hélicoptères en 1974 (1974) .

1954-1974

**B-0067915/5**

Forces armées canadiennes en France, régime douanier applicable aux importations et aux exportations effectuées par le Corps d'aviation Royal Canadien (1952) ; vente de matériels réformés par les forces armées canadiennes stationnées en France (1954-1955) ; exonération fiscale, application de l'accord du 13 août 1952 : litiges (1965) ; séjour des forces canadiennes au camp du Valdahon en 1972 : accord technique (1972) ; dédouanement des colis pour les militaires canadiens en stage en France (1975).

1952-1975

**B-0067915/6**

Forces aériennes danoises, utilisation des installations du Centre d'essais des Landes pour des tirs de missiles HAWK : textes des arrangements techniques des 11 avril 1976, 17 avril 1979 et 2 avril 1980.

1976-1980

**B-0067915/7**

Forces italiennes, régime douanier privilégié des personnels militaires et civils italiens détachés auprès du Centre international de gestion des matériels "ATLANTIC" en France, accord du 26 mai 1971.

1971

**B-0067915/8**

Forces luxembourgeoises, séjour au camp de Bitche (Moselle) , accord technique du 9 mars 1973.

1973

**B-0067915/9**

Forces néerlandaises, utilisation du camp de la Courtme pour les manoeuvres des troupes hollandaises, examen d'un projet d'accord entre la France et la Hollande (1960) ; régime douanier privilégié des personnes militaires et civils néerlandais détachés auprès du Centre international de gestion des matériels "ATLANTIC" en

France, accord du 3 mars 1970 (1970) ; séjour des forces néerlandaises au camp de Mourmelon, accord technique du 27 janvier 1972 (1972).

1960-1972

**B-0067915/10**

Forces néerlandaises et italiennes stationnées à Toussus le Noble (Yvelines), régime des importations.

1970-1983

**B-0067915/11**

Forces portugaises, présence et formation de stagiaires portugais au Centre d'expériences aériennes militaires de Mont-de-Marsan, convention du 9 juillet 1970.

1970

**B-0067920/6 – B-0067922/2**

Défense commune, dépenses faites en France par les forces américaines et canadiennes, les quartiers généraux interalliés et le Centre OTAN d'approvisionnement à Châteauroux, interprétation des accords, bases des principes concernant la défense commune, évolution des accords, modalités et conditions de l'exonération, procédure d'application : accords franco-américain des 13 mars et 13 juin 1952, portant exonérations fiscales au bénéfice des forces alliées

1951-1985

**B-0067920/6**

1951-1971

**B-0067921/1**

1952-1968

**B-0067922/1**

1959-1985

**B-0067922/2**

1961

**B-0067925/4**

Missions militaires et assimilées, Union nationale des associations de déportés, internés et familles de disparues (UNANIF), acquisition du château des Célestins à Marcoussis destiné à en faire une maison de repos, demande d'exonération des droits de mutation afférents à cette acquisition (1956) ; Centre d'accueil pour les Combattants d'Indochine, acquisition d'immeuble, demande d'exonérations fiscales (1948-1961) ; Commission d'achat britannique en France, situation fiscale (1951-1952) ; délégation impériale de l'Iran, exonération de taxes sur intérêts créditeurs des comptes de la mission militaire (1939).

1939-1961

**B-0067939/2 – B-0067940/2**

Sépultures militaires.

1925-2005

**B-0067930/2, B-0067940/2**

Sépultures militaires allemandes.

1954-1979

**B-0067939/2**

Convention du 19 juillet 1966 entre la France et la République fédérale d'Allemagne, modifiant la convention du 23 octobre 1954, au sujet de la conservation et de l'entretien des sépultures militaires allemandes des guerres de 1870-1871, 1914-1918 et de 1939-1945, situées en France : travaux préparatoires (1954-1966) ; application des dispositions de la convention du 19 juillet 1966 (1955-1979) ; régime fiscal des travaux effectués dans les cimetières militaires allemands en France : demande d'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée ou

de la taxe sur le chiffre d'affaires (1966-1969) ; régime fiscal applicable aux indemnités pour frais de déplacement qu'alloue à son personnel le service pour l'entretien (1961-1962) ; situation de l'administration allemande des sépultures militaires au regard du versement de 5 % : demande d'exonération (1954-1956) ; acquisition d'immeubles destiné à l'installation de l'Association populaire allemande : demande d'exonération (1955-1973).

1954-1979

#### **B-0067940/2**

Convention du 2 décembre 1971 entre la France et l'Italie, modifiant la convention du 20 juin 1950, relative à l'entretien des sépultures de guerre italiennes situées sur le territoire français et des sépultures de guerre française sur le territoire italien, loi n° 72-600 du 5 juillet 1972, autorisant l'approbation de la convention, décret n° 76-1186 du 15 décembre 1976 portant publication de la convention : travaux préparatoires (1967-1976) ; application de la convention franco-italienne, régime fiscal des travaux effectués dans les cimetières militaires français ou italiens : demande d'exonération (1967-1971).

1967-1976

#### **B-0067939/3**

Sépultures militaires américaines - American battle monuments commission (ABMC), accord du 1<sup>er</sup> octobre 1947 entre la France et les États-Unis (applicable à ceux de la guerre de 1914-1918 comme à ceux de la guerre de 1939-1945), décret n° 47-2218 du 19 novembre 1947 portant publication de l'accord relatif à l'inhumation en France et dans les territoires de l'Union française ou le transfert aux États-Unis des corps des ressortissants américains victimes de la guerre 1939-1945 (1947) ; application des dispositions de l'accord du 1<sup>er</sup> octobre 1947, statut fiscal des cimetières américains en France ; régime fiscal des personnels de l'ABMC ; régime applicable en matière de taxe sur la valeur ajoutée ; TCA ou TVA sur les travaux de construction, d'aménagement, de répartition et d'entretien des monuments, cimetières ou sépultures commémoratifs des combattants : demande d'exonération (1925-2005).

1925-2005

#### **B-0067940/1**

Sépultures militaires britanniques, accord du 31 octobre 1951 entre la France et les gouvernements du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Canada, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de l'Union sud-africaine, de l'Inde et du Pakistan sur les sépultures militaires du British Commonwealth en territoire français, décret n° 53-654 du 30 juillet 1953 portant publication de l'accord : travaux préparatoires (1948-1953) ; application des dispositions de l'accord du 31 octobre 1951, situation fiscale de la commission ; régime fiscal sur le personnel français ; acquisitions immobilières par la commission ; TCA ou TVA sur les travaux de construction, d'aménagement, de répartition et d'entretien des monuments, cimetières ou sépultures commémoratifs des combattants : demande d'exonération (1929-1989) ; réunions du Comité mixte France - Grande-Bretagne pour les sépultures de guerre britanniques situées en France (1961-1975).

1929-1989

#### **B-0067958/1 – B-0067958/2**

Grand Quartier général des puissances alliées en Europe (Supreme Headquarters allied powers Europe - SHAPE).

1949-1978

#### **B-0067958/1**

Convention de Bruxelles du 17 mars 1948, statut des membres des forces armées du traité de Bruxelles (21 décembre 1949) : travaux préparatoires (1949) ; convention de

Londres du 19 juin 1951, statut des forces armées alliées, mise au point, entrée en vigueur et application (1951-1956) ; convention de Paris du 23 août 1952 sur les quartiers généraux de L'OTAN et accord du 5 novembre 1953 sur le SHAPE : travaux (1952-1954) ; application de la convention de Paris et de Londres, comité d'experts de l'OTAN sur les exemptions fiscales au profit des quartiers généraux interalliés et de leur personnel (1973-1978).

1949-1978

**B-0067958/2**

Taxes sur le chiffre d'affaires, exonérations prévues en matière de dépense commune (1954-1967) ; taxe sur la valeur ajoutée, application de l'accord du 30 octobre 1952 portant exonération fiscale au bénéfice du SHAPE (1951-1977) ; régime fiscal des dépenses effectuées au bénéfice du réseau de prodiffusion SHAPE réseau ACE-HIGH (1956-1977).

1951-1977

**B-0067915/12 – B-0067918/1**

Relations fiscales avec les banques.

1951-1986

**B-0067915/12**

Banque africaine de développement, adhésion de la France à l'accord portant création du Fonds africain de développement du 29 novembre 1972, loi n° 77-1422 du 27 novembre 1977, décret n° 78-153 du 30 janvier 1978, loi du 4 novembre 1980, décret n° 86-1039 du 12 septembre 1986 : travaux préparatoires.

1976-1986

**B-0067915/13**

Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), accord de siège du 18 juin 1976 : travaux préparatoires.

1975-1977

**B-0067916/1**

Banque asiatique de développement (BAD), adhésion de la France à l'accord portant création de la BAD, projet de loi n° 1073, décret n° 70-1330 du 15 décembre 1970, décret n° 71-104 du 28 janvier 1971 : travaux préparatoires.

1970-1971

**B-0067916/2**

Banque centrale des États de l' Afrique de l'Ouest (BCEAO), établissement à Paris d'un bureau de la Banque et à ses privilèges et immunités sur le territoires français, accord de siège du 4 avril 1979 entre la France et la BCEAO : travaux préparatoires (1962-1982) ; fiscalité, demande d'exonération de la contribution mobilière, de la taxe d'habitation, des droits de mutation (1974-1983).

1962-1983

**B-0067916/3**

Banque interaméricaine de développement (BID), siège, privilèges et immunités, accord de siège du 13 mai 1966 et décret n° 67-165 du 28 février 1967 : travaux préparatoires (1959-1967) ; adhésion de la France à l'accord constitutif de la BID du 8 avril 1959, loi n° 76-1197 du 24 décembre 1976 : travaux préparatoires (1972-1978).

1959-1978

**B-0067917/1**

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), institutions annexes , association internationale de développement, accord signé par la France le 30 novembre 1960, approuvé par la loi n° 60-1374 du 21 décembre 1960, publication par décret n° 61-1130 du 13 octobre 1961 : travaux préparatoires (1960-1961) ; société financière internationale, statut, accord signé par la France loi n° 56-698 du 17 juillet

1956, publication par décret n° 58-189 du 13 février 1958 : travaux préparatoires (1955-1958).

1955-1961

**B-0067918/1**

Banque de règlements internationaux (BRI), régime fiscal des rémunérations versées aux administrateurs français.

1951-1955

**B-0067941/1 – B(0067957/3**

Relations fiscales avec les institutions européennes.

1949-1990

**B-0067941/1**

Agence spatiale européenne (ASE), création, convention du 30 mai 1975, projet de loi autorisant la ratification de la convention et décret n° 80-1004 du 10 décembre 1980 portant publication de la convention : travaux préparatoires (1967-1980) ; fiscalité, exonération des droits d'enregistrement et autres taxes lors de l'acquisition d'un immeuble (1975-1978) ; acquisition ou location d'un parking, exonération du droit de bail (1976) ; acquisition de vins sur le marché intérieur, exonération des droits et taxes (1978) ; taxe sur les conventions d'assurances, exonération de la taxe d'assurance (1976-1977).

1967-1980

**B-0067941/2**

Assemblée des nations captives d'Europe, demande d'exonération de la taxe proportionnelle concernant les salaires de sources étrangères.

1965-1966

**B-0067941/3**

Banque européenne d'investissement (BEI), négociations sur le marché commun de la création d'une banque européenne d'investissement, indemnités fiscales : textes de base (1957-1959) ; régime fiscal, application du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes (1957-1980).

1957-1980

**B-0067941/4 – B-0067943/2**

Centre européen de recherche nucléaire (CERN).

1952-1989

**B-0067941/4**

Institution d'un système de taxation interne pour ses fonctionnaires : projet d'accord France - CERN (1962-1988) ; régime fiscal et douanier, taxe sur la valeur ajoutée et taxe sur le chiffre d'affaires, demande d'exonération.

1953-1988

**B-0067942/1**

Imposition des fonctionnaires, recouvrement de l'impôt sur le revenu dû par les agents français, procédure de remboursement (1965-1981) ; caisse d'assurances du personnel, régime fiscal des placements réalisés en France, demande d'exonération (1966-1972) ; caisse de pensions, régime fiscal applicable au regard des impôts locaux, demande d'exonération (1964-1989).

1964-1989

**B-0067942/2 – B-0067943/1**

Extension du CERN en France, construction du laboratoire II (1<sup>er</sup> octobre 1971).

1952-1984

**B-0067942/2**

Accord entre la France et l'organisation relatif au statut juridique de ladite organisation en France signé le 16 juin 1972, constituant révision de l'accord signé le 13 septembre 1965 : procédure de ratification, textes, contrat de bail.

1952-1973

**B-0067943/1**

Régime fiscal et douanier applicable aux opérations de construction et au fonctionnement sur le territoire français, exonération de la taxe sur la valeur ajoutée et remboursement.

1971-1984

**B-0067943/2**

Construction d'un grand collisionneur à électrons positrons (LEP), réalisé en grande partie sur le territoire français, régime fiscal et douanier du projet LEP, exonération de la taxe sur la valeur ajoutée, mise à l'essai d'une procédure d'avances sur remboursement.

1980-1986

**B-0067943/3**

Centre européen pour le développement de la formation professionnelle, création du centre, proposition de réglementation du Conseil des Communautés : travaux préparatoires.

1974-1976

**B-0067944/1**

Ratification par la France du Traité instituant la CECA du 18 avril 1951 : textes, documentation (1952-1981) ; structure de la fiscalité : dispositions fiscales applicables à la CECA (1950-1965) ; privilèges et immunités de la Communauté, régime fiscal des impôts sur le revenu, immunités fiscales, patentes, Cour de justice, emprunts : demande d'exonération, affaire particulière (1952-1970).

1950-1981

**B-0067945/1**

Communauté européenne de défense (CED), régime fiscal de la Communauté et de son personnel, taxes sur le chiffre d'affaires et des impôts sur le revenu : comptes-rendus du comité financier, notes.

1951-1954

**B-0067946/1**

Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM), traité instituant EURATOM (25 mars 1957), protocoles du 17 avril 1957 sur les privilèges et immunités et sur le statut de la Cour de justice de la communauté, décret n° 58-374 du 4 avril 1958 portant publication des protocoles : travaux préparatoires (1956-1958) ; traité du 8 avril 1965, instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes et du protocole sur les privilèges et immunités, décret n° 67-606 du 28 juillet 1967 portant publication du traité : travaux préparatoires (1965-1967) ; accord relatif à l'application de garanties en France (20 et 27 juillet 1978) suivi du protocole, projet de loi du 6 octobre 1980 tendant à la ratification de cet accord : textes et rapport (1980) ; situation fiscale des activités d'EURATOM sur le territoire français, au regard des TCA ou TVA, difficultés d'application du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes : négociations et demande de remboursement (1961-1987) ; rapports relatifs aux comptes de l'exercice 1969 suivi des réponses des institutions et aux comptes de l'agence d'approvisionnement d'EURATOM pour l'exercice 1969 (1970).

1956-1987



**B-0067947/1 – B-0067948/2**

Conseil de l'Europe.

1949-1989

**B-0067947/1**

Statut du Conseil, accord général sur les privilèges et immunités, accord complémentaire, protocoles additionnels : textes (1949-1986) ; ratification de l'accord général sur les privilèges et immunités du Conseil du 2 septembre 1949 (ensemble un accord complémentaire du 18 mars 1950 et quatre protocoles additionnels des 6 novembre 1952, 15 décembre 1956, 6 mars 1959 et 16 décembre 1961) : projet de loi (1952-1977); convention du Conseil de l'Europe, loi n° 73-511 du 6 juin 1973 autorisant l'approbation de la convention du 16 mai 1972 relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments (1973).

1949-1986

**B-0067947/2**

Fiscalité, immunités et privilèges, impôts directs : exonérations fiscales du Conseil et du personnel des représentations permanentes auprès de cette organisation (1952-1984) ; impôts indirects, demande d'exonération des droits d'enregistrement et d'inscription au livre foncier, demande d'exonération du droit de bail, des droits d'enregistrement et du timbre, des droits de mutation (1950-1981) ; taxes sur le chiffre d'affaires : exonérations fiscales (1949-1971).

1949-1984

**B-0067948/1**

Taxes sur la valeur ajoutée : remboursement (1949-1989) ; taxe spéciale sur les conventions d'assurances : demande d'exonération (1959-1970) ; fonds de rétablissement du Conseil de l'Europe, privilèges et immunités de l'organisation, statut fiscal et situation fiscale au regard de la taxe foncière, d'impôts directs, droits d'enregistrement, taxes sur le chiffre d'affaires : textes statutaires (1956-1984).

1949-1989

**B-0067948/2**

Charte sociale européenne, ratification par la France le 9 mars 1973 de la charte signée le 18 octobre 1961 : textes, rapports biannuels du gouvernement français sur l'application des dispositions de la charte.

1970-1978

**B-0067949/1 – B-0067951/4**

Communauté économique européenne (CEE).

1952-1990

**B-0067949/1**

Textes généraux (1952-1979) ; convention entre les États membres de la CEE concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale et l'exécution des actes authentiques : avant-projet (1965-1971) ; harmonisation des dispositions des protocoles sur les privilèges et immunités des communautés européennes et ratification du Traité sur la fusion des institutions européennes : projets de loi (1961-1977) ; fiscalité, taxe sur le chiffre d'affaires : exonération des taxes en faveur des organismes internationaux (1952-1967) ; taxe sur la valeur ajoutée : champ d'application des facilités en matière de TVA des organisations internationales (1967-1983).

1952-1983

**B-0067950/1**

Imposition des personnels de la CEE : législation, affaires particulières (1955-1983) ; régime fiscal applicable aux pensions des fonctionnaires des communautés européennes : législation, affaires particulières (1961-1990).

1955-1990

**B-0067951/1**

Régime fiscal des parlementaires européens : législation.

1977-1982

**B-0067951/2**

Situation des Communautés européennes (CECA, EURATOM, B.E.I.) au regard de la retenue à la source sur les revenus des capitaux mobiliers, en ce qui concerne leurs futurs emprunts.

1959-1966

**B-0067951/3**

Recensement des aides à caractère fiscal (1959-1971) ; entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun : problèmes soulevés par l'association à la CEE (1971) ; entrée en vigueur de l'accord entre la CEE et la Turquie (texte n° 71-548) protocole du 23 novembre 1970 (1971).

1959-1971

**B-0067951/4**

Convention d'association entre la CEE et les États africains et malgaches (EAMA), projets de loi autorisant la ratification de l'accord, et approbation de l'accord interne du 29 juillet 1969, décret n° 71-117 du 3 février 1971 : négociations (1969-1971) ; régime fiscal et douanier des marchés financés par la Communauté (1970-1974) ; régime fiscal applicable aux agents et experts exerçant leur activité dans les États associés et payés par utilisation des dispositions du Fonds européen de développement (1974-1975) ; convention ACP - CEE de Lomé entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et la Communauté économique européenne du 28 février 1975, renouvellement de la convention de Lomé, accord du 15 septembre 1979 : travaux (1976-1979) ; régime fiscal et douanier des marchés financiers par la CEE (1976) ; statut des personnels du Centre de développement industriel (1977) ; adhésion de la Grèce : négociations (1979).

1969-1979

**B-0067952/1**

Délégation générale en Europe de la Empresa lineas maritimas argentinas (lignes maritimes argentines), statut de la délégation : demande d'exonération.

1962-1963

**B-0067952/2**

Fonds européen de coopération monétaire. - Création du Fonds, proposition de décision du Conseil : travaux préparatoires.

1973

**B-0067952/3**

Fonds européen d'immobilisation de la navigation intérieure (FEINI), immobilisation temporaire des bateaux sur le Rhin, négociations d'un accord relatif à l'institution d'un FEINI et son statut, ouverture de négociations pour l'accord sur la mise en œuvre d'une réglementation concernant l'immobilisation temporaire de bateaux affectés aux transports de marchandises et applicable à certaines voies d'eau.

1975-1977

**B-0067952/4**

Laboratoire européen de biologie moléculaire (LEBM), accord de siège du 3 mars 1976 entre la France et le laboratoire relatif aux privilèges et immunités : négociations (1970-1976) ; application de l'accord de siège du 3 mars 1976 : remboursement des droits et taxes (1976-1978) ; régime fiscal des fonctionnaires, situation au regard de l'impôt sur le revenu, taxe sur les salaires, taxe d'habitation et redevance de télévision : exonération (1977-1984) ; conventions d'assurances contractées par le LEBM : exonération de la

taxe d'assurance (1985-1986) ; élaboration du statut et règlement du personnel : projets (1974-1975).

1970-1986

**B-0067953/1**

Organisation européenne des brevets (EOB), conférence intergouvernementale pour l'institution d'un système européen de délivrance de brevets, élaboration d'un protocole sur les privilèges et immunités (5 octobre 1973) : travaux préparatoires, règlement relatif à l'impôt interne de l'OEB sur les traitements et salaires, loi n° 77-503 du 17 mai 1977 autorisant la ratification du Traité de coopération en matière de brevets (19 juin 1970), loi n° 77-504 du 17 mai 1977 autorisant la ratification de la convention sur la ratification de la convention sur la délivrance des brevets européens (5 octobre 1973) : travaux préparatoires (1975-1977).

1970-1977

**B-00679553/2**

Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes, privilèges et immunités sur le territoire français, accord de siège du 30 juin 1964 : travaux préparatoires, textes (1963-1968) ; fiscalités, situation au regard des impôts directs : affaire particulière (1962-1966) ; enregistrement : demande d'exonération des droits d'enregistrement et de la taxe de publicité foncière pour l'acquisition d'un appartement (1965-1968) ; taxes sur le chiffre d'affaires : demande de bénéficiaire de l'exonération des taxes (1952-1963).

1952-1968

**B-0067954/1**

Organisation européenne pour les recherches astronomiques dans l'hémisphère austral (ESO), protocole multilatéral du 12 juillet 1974, relatif aux privilèges et immunités de l'organisation, loi n° 75-561 du 3 juillet 1975 autorisant l'approbation du protocole, décret n° 76-147 du 5 février 1976 portant publication du protocole : travaux préparatoires (1962-1976) ; fiscalité, situation fiscale du personnel de l'ESO travaillant dans l'enceinte du CERN (1980) ; régime fiscal des travaux réalisés en France pour la construction du télescope La Silla (Chili) : demande d'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (1973-1975).

1962-1980

**B-0067955/1**

Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne (Eurocontrol), convention internationale de coopération du 13 décembre 1960, loi n° 63-69 du 30 janvier 1963 autorisant la ratification de la convention, décret n° 63-332 du 19 mars 1963 portant publication de la convention, protocole additionnel du 6 juillet 1970, loi n° 71-1000 du 16 décembre 1971 autorisant la ratification du protocole additionnel, décret n° 73-298 du 14 mars 1973 portant publication du protocole : travaux préparatoires (1959-1973) ; fiscalités, projet d'un accord multilatéral relatif au remboursement à l'organisation Eurocontrol de certains montants perçus à titre de taxes et impôts par les États membres, interprétation des articles 21 et 22 de la convention : travaux du groupe de travail "taxes et impôts" (1964-1968) ; problème de déséquilibre financier entre les États membres, dans l'application de la convention : négociations (1964-1971) ; instauration d'un système de redevances de routes, études et projets, accord multilatéral relatif à la perception de redevance du 8 septembre 1970, accord bilatéral relatif à la perception de redevance du 12 mai 1972, décret n° 72-325 du 28 avril 1972 complétant le code de l'aviation civile (2<sup>ème</sup> partie) et instituant une redevance de la route (1970-1976) ; simplification du système d'imposition : travaux du groupe de travail (1975) ; conditions applicables aux marchés de l'Agence, incidence de la fiscalité dans le calcul des coûts : travaux du groupe de travail (1977) ; rémunérations et impôts internes :

travaux du groupe de travail sur les rémunérations et autres conditions d'emploi (1977-1979).

1959-1979

**B-0067956/1**

Société Eurodif, implantation de l'usine d'enrichissement d'uranium sur le site français du Tricastin (Drôme), décret n° 76-594 du 2 juillet 1976 autorisant la création par l'électricité de France de quatre tranches de la Centrale nucléaire du Tricastin, examen du régime fiscal, dispositions financières et fiscales du projet de convention intergouvernementale, convention intergouvernementale d'Eurodif du 20 mars 1980, loi n° 80-870 du 5 novembre 1980 portant approbation de la convention, décret n° 82-869 du 5 octobre 1982 portant publication de la convention entre la France, la Belgique et l'Espagne relative à la société Eurodif : travaux préparatoires.

1973-1982

**B-0067957/1**

Société européenne pour le financement de matériel ferroviaire (EUROFIMA). - Constitution et fonctionnement : travaux préparatoires, projet de statuts et législation fiscale (1954-1961). Régime fiscal applicable aux opérations réalisées par la société, taxes sur le chiffre d'affaires, exonération fiscale (1955-1966) : notes.

1954-1966

**B-0067957/2**

Société européenne pour le traitement chimique des combustibles irradiés (EUROCHIMIC), convention sur le contrôle de sécurité du 20 décembre 1957 et décret n° 60-762 du 6 juillet 1960 portant publication de la convention : travaux préparatoires (1957-1960) ; régime fiscal de la société (1960-1965).

1957-1965

**B-0067957/3**

Union Europe occidentale (UEO), statut fiscal des fonctionnaires, impôt sur le revenu, contribution mobilière, taxes locales, droit de mutation : demande d'exonération (1951-1983) ; taxes sur le chiffre d'affaires : exemption des droits et taxes (1949-1971).

1949-1983